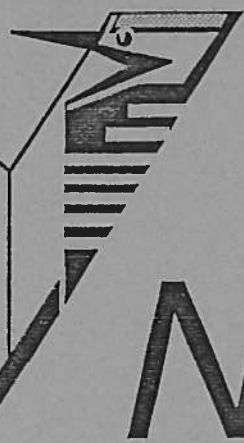


G
E
P
O
P

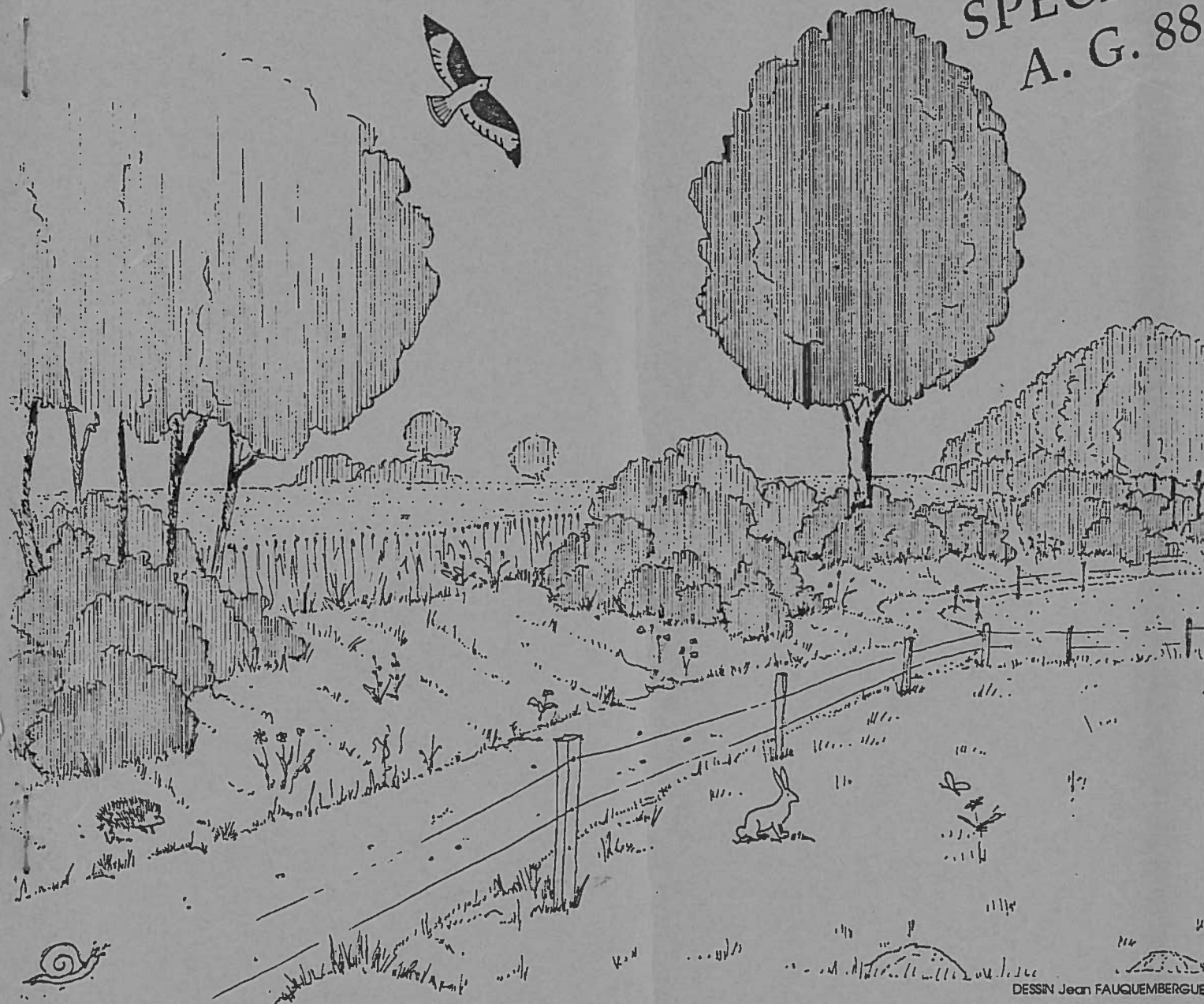


PICARDIE

NATURE

N° 44

SPECIAL
A. G. 88



DESSIN Jean FAUQUEMBERGUE

REVUE TRIMESTRIELLE PUBLIEE PAR LE GROUPE ENVIRONNEMENT PROTECTION ORNITHOLOGIE EN PICARDIE

ISSN 0 182 4201

COMMISSION PARITAIRE N° 63860

10 F



Revue trimestrielle publiée par le **Groupe Environnement**

Protection Ornithologie en Picardie

Association régie par la loi de 1901

Affiliée à la **Fédération Française de Sociétés
de Protection de la Nature.**

Agréée par les ministères de l'Environnement,
de l'Équipement et de la Jeunesse et des Sports

Siège social : **MUSEE DE PICARDIE**

rue de la République 80000 AMIENS

Secrétariat : **103 rue Octave TIERCE**

80000 AMIENS tel. 22.43.26.88. CCP Lille 872. 02 E

Directeur de la publication : Patrick THIERY

Dactylographie : Association Culture et Sciences

Mise en page : Bernard COUVREUR

SOMMAIRE

Appel aux lecteurs p 3

Informations p 4

Au calendrier p 5

ASSEMBLEE GENERALE 88 p 6 à 20

Rapport moral p 7

Rapport financier p 8 et 9

Bilan d'activité p 10 à 13

Prise de position p 14

Le thème de l'année :
actions individuelles de protection de la nature p 15 à 20



APPEL AUX LECTEURS DE PICARDIE NATURE

Cette année, dans le département de la Somme, **la chasse au gibier d'eau ouvrira le 15 juillet sur le Domaine Public Maritime** (plages de la Baie de Somme et autres plages du littoral) . **Pour le reste du département**, (mêmes marais arrière littoraux qui ne font pas partie du DPM) **les chasseurs devront attendre le 29 juillet.**

Les dirigeants des chasseurs ont à plusieurs reprises menacé de chasser partout dès le 15 juillet.

Nous vous demandons donc de **relever toutes les infractions** dont vous serez témoins, (2 témoins sont préférables à 1 seul, à condition qu'ils remplissent chacun une attestation) c'est à dire tous les actes de chasse en dehors du D.P.M. **dans la période du 15 au 29 juillet.**

Pour être valable, votre témoignage devra être établi sur le modèle suivant :

Je soussigné, NOM Prénom, demeurant à(Adresse complète)..... informé que mon témoignage pourra être utilisé en justice, et que tout faux témoignage est passible de poursuites judiciaires, déclare avoir été témoin direct des faits suivants :

résumé des faits en précisant bien : date, heure, lieu, nombre de chasseurs, numéro d'immatriculation des huttes de chasse (en principe toutes immatriculées), des véhicules, nombre de coups de feu, oiseaux abattus, etc...

Fait à le.....

Signature

**Envoyez votre témoignage le plus rapidement possible
au GEPOP, Musée de Picardie
rue de la République - 80000 Amiens**

Merci

Le R.O.C. avait raison:

La gestion des chasseurs est une CATASTROPHE DANS LE MASSIF DE RETZ.

En 1987, le R.O.C. dénonçait le projet d'abattage des grands cervidés et titrait son communiqué:

HALTE AU MASSACRE

EN FORET DE VILLERS-COTTERETS

400 à 500 animaux condamnés.

La chasse, les chasseurs et le préfet du département n'ont pas su gérer le cheptel. Preuve est donnée qu'il est dangereux pour notre patrimoine naturel d'en confier la gestion à des personnes dont l'objectif avoué est de tuer des animaux: les chasseurs.

En effet, en 1989, il reste moins de 400 cervidés. Rappelons que la population de ces animaux était évaluée à 810 il y a 2 ans.

Notre mise en garde éclairée n'a servi à rien: nous annoncions cette baisse catastrophique mais notre estimation de la chute était encore sous-évaluée puisque nous avançons la survie de 5 à 600 animaux.

IL Y A DE QUOI ETRE EN COLERE !

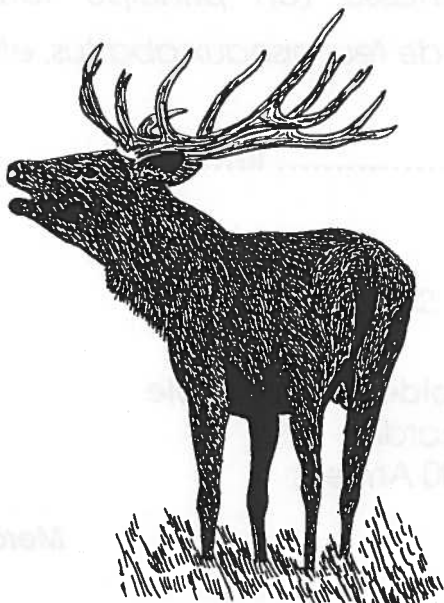
NOUS NE VOULONS PLUS DE LA SOLUTION PRIMAIRE QUI CONSISTE A TUER SANS SE SOUCIER DE L'AVENIR.

NOUS REAFFIRMONS QUE LES ANIMAUX DES FORETS N'APPARTIENNENT PAS AUX SEULS CHASSEURS.

LES POUVOIRS PUBLICS FERAIENT BIEN D'ECOUTER LES DEFENSEURS DE LA NATURE DESINTERESSES AU LIEU DE SERVIR LES INTERETS A COURT TERME DES CHASSEURS.

LE R.O.C. met également en garde contre de prétendus protecteurs par ailleurs liés au monde de la chasse.

On peut joindre le R.O.C. à l'adresse suivante:
ROC B.P 261 - 02106 SAINT-QUENTIN CEDEX.



TELEPHONE : FIL DE LA VIE OU POTEAU DE LA MORT?

6 A 10 MILLIONS D'OISEAUX MOURRONT EN 1989

FRANCE TELECOM dispose d'un parc de 80 millions de poteaux téléphoniques dont 3,5 millions de métal. Les poteaux métalliques creux sont des pièges mortels pour les oiseaux cavernicoles qui recherchent des cavités afin d'élever leurs nichées à l'abri des prédateurs. En 1986, la LPO estimait à 2-3 millions le nombre des victimes piégées chaque année dans les poteaux.

En février 1988, la LPO intervenait auprès du ministère de FRANCE TELECOM pour que la catastrophe soit enrayée. Après quatre mois de négociations, la LPO obtenait une convention nationale type permettant aux associations naturalistes d'obtenir elles mêmes les poteaux piègeurs, tout en engageant FRANCE-TELECOM à leur verser une indemnité (10 à 15 francs par poteau).

Très souvent les signatures de conventions avec FRANCE-TELECOM ont été l'occasion d'échanges fructueux entre cette administration et les ornithologues.

Seules quelques agences de FRANCE-TELECOM sensibles au dossier ont mis en place de sérieux programmes d'obturation (Alsace, Vendée, Mayenne, Picardie...). Quant aux associations locales, au total, 50 d'entre elles ont obturé 53000 poteaux depuis 18 mois.

Fin 1988, la direction Générale de FRANCE-TELECOM estimait le nombre de poteaux non obturé à 1,8 millions. A la même époque le réseau d'observateurs LPO mettait en évidence la vente aux particulier de ces poteaux mortels en Charente-Maritime, dans le Nord/Pas de Calais, dans la Sarthe,...? Principaux utilisateurs: les agriculteurs qui transforment un poteau en 3 ou 4 piquets de clôture creux au sommet. La LPO redoute que ces poteaux soient exportés vers les pays du tiers monde. De plus, les découvertes macabres de ces derniers mois sont alarmantes:

Isère, octobre 88: 9 poteaux déposés: 41 cadavres dont 13 chouettes hulottes

Indre, novembre 88: 10 cadavres de chouettes hulottes sur 80 cm de hauteur

Orne, février 89: 60 poteaux: 110 cadavres dont 6 chouettes hulottes et 1 chouette chevêche.

La LPO revoit donc ses chiffres à la hausse et estime que, pour la seule année 1989 et malgré les efforts des amis des oiseaux, FRANCE-TELECOM sera responsable de la mort de 6 à 10 millions d'oiseaux et de petits animaux. Tous sont des espèces protégées: mésanges, sitelles, troglodytes, chouettes, hiboux, écureuils, muscardins....

Il ne faut pas oublier que les obturateurs plastiques actuellement utilisés sont assez fragiles pour disparaître spontanément. Il suffit que, dans une suite, quelques poteaux soient débouchés pour que l'ensemble de la ligne soit aussi meurtrière que si elle n'avait pas été obturée.

Aussi il est indispensable que FRANCE-TELECOM assure une surveillance au moins annuelle des lignes.

La LPO entend prochainement rappeler au Ministre chargé de FRANCE-TELECOM que son gouvernement, très attaché aux problèmes d'environnement, devrait vivement encourager ses administrations à mettre en pratique la théorie des discours.

Enfin la LPO proposera aux instances européennes l'établissement d'une réglementation interdisant l'emploi de tout support creux sans obturation complète et durable à leur sommet.

Dimanche 23 Juillet

Sortie ornithologique en Baie de Somme, dans la réserve maritime de chasse

RdV : 8h00 place du cirque à Amiens

9h00 gare de Noyelles sur mer

9h30 parking de la Maye

Durée la journée, repas tiré du sac.

Dimanche 20 Août

Sortie ornithologique en Baie de Somme, dans la réserve maritime de chasse, observation des premiers migrants (rapaces et passereaux)

RdV : 8h00 place du cirque à Amiens

9h00 gare de Noyelles sur mer

9h30 parking de la Maye

Durée la journée, repas tiré du sac.

Dimanche 17 Septembre

Sortie bocagère, en vallée des Evoissons (sud-ouest d'Amiens)

RdV : 9h00 à Sentelle (chapelle St Lambert, route de Thoiry)

Durée la journée, repas tiré du sac.

Dimanche 1er Octobre

Sortie d'étude de la migration en Baie de Somme, très grande diversité d'espèces à observer

RdV : 8h00 place du cirque à Amiens

9h00 gare de Noyelles sur mer

9h30 parking de la Maye

Durée la journée, repas tiré du sac.

Dimanche 15 Octobre

Foire à la brocante à Amiens

Comme chaque année, le GEPOP y tiendra un stand où les divers objets collectés seront vendus au profit de l'association.

Visitez vos greniers et contactez nous début octobre :

22 43 77 66 Jean Marie THIERY

Dimanche 29 Octobre

Visite de la réserve naturelle du Marais d'Isles à St Quentin

RdV : 8h00 place du cirque à Amiens

9h30 à l'entrée de la réserve

Durée la journée, repas tiré du sac.

19 FEVRIER 1989

ASSEMBLEE GENERALE DU GEPOP.

Nos compteurs patentés avaient pour une fois délaissé les comptages d'oiseaux pour dénombrer en ce dimanche après-midi les animaux à deux pattes venus s'entasser dans la grande salle de la place Dewailly à Amiens pour regarder des films animaliers. 175 personnes furent ainsi dénombrées à 14h30 quand les premières images apparurent.

A 16h20, Jean-Marie THIERY, président du GEPOP, ouvrait devant 125 présents l'assemblée générale annuelle.

Vous avez sur les pages de ce numéro son intervention ainsi que le bilan d'activité et les différentes communications qui ont été faites. Il fallut bien une heure pour présenter l'activité annuelle de l'association.

Plusieurs personnalités invitées prirent ensuite la parole. Résumons en quelques mots le message qu'elles ont voulu nous faire passer.

Monsieur le Recteur MALLET nous expliqua pourquoi il ressentait toujours une certaine émotion en découvrant les activités du GEPOP; notre action est logique car elle est morale; le GEPOP est la voix de ceux qui ont du mal à s'exprimer; nous ne sommes pas un contre pouvoir mais devons former avec d'autres des pouvoirs convergents afin d'être plus forts. La nature est belle, il faut la protéger et remarque-t-il, ce sont dans les pays les plus évolués que l'on se préoccupe des animaux et de la protection de la nature. Il terminait par une formule: "Les espaces naturels sont les espaces du coeur".

Pour monsieur Jérôme LAURENT, Délégué Régional à l'Architecture et à l'Environnement (D.R.A.E.), le département de la Somme (et pas assez la Région regrette-t-il) est dopé à la vitamine "G" comme GEPOP, une association qui sait faire preuve de vigilance et de rigueur scientifique. D'ailleurs, remarque-t-il, si son service octroie des crédits de l'Etat à l'association c'est qu'elle les mérite.

Le calendrier et la nature des journées mondiales de l'Environnement (4 et 5 juin) sont annoncés.

Monsieur Pierre CLASSEN représentant le Conseil Général de la Somme a rappelé le soutien financier que l'assemblée départementale apporte régulièrement à l'association, preuve que, pour elle, le GEPOP est digne d'intérêt. Le département, la région et le GEPOP ont d'ailleurs des intérêts convergents remarque-t-il.

Le développement d'une région et en particulier le développement touristique actuellement recherché, a besoin d'une nature protégée pour se réaliser. Monsieur CLASSEN répondit ensuite à plusieurs points abordés au cours des interventions montrant à plusieurs reprises les divergences qui peuvent exister entre les élus et nos idées. Cette contradiction constructive, en particulier sur le développement des autoroutes, les formes de tourisme recherchées, l'impact des chasseurs... a permis d'établir un bref débat des plus intéressants.

Il est alors près de 18h, un pot de l'amitié réunit tous les membres du GEPOP, ses sympathisants et ses invités. On se retrouvera en 1990 (les 20 ans du GEPOP!) et espérons le encore plus nombreux.

Xavier COMMECY

Cette année, un événement pourtant très significatif est passé presque inaperçu aux yeux des profanes: Times Magazine qui désigne chaque année un "homme de l'année" n'a pas choisi en 1988 une personne dont les actions auraient mérité la reconnaissance de ses contemporains mais un "homme malade", la planète Terre.

La Terre est-elle donc malade à ce point ? Oui si l'on en juge par certains symptômes:

La déchirure, le trou dans la couche d'ozone qui nous protège des ultra-violets B solaires, ce qui aura pour conséquence de favoriser le développement des cancers de la peau. La cause de cette déchirure: l'utilisation d'un gaz, le fréon, en principe inerte, mais qui s'élève et se combine avec l'ozone en le détruisant.

La pollution atmosphérique. En France on l'a déjà remarquée dans certaines villes et on a accusé les anticyclones qui empêchent les fumées chargées d'anhydride sulfureux de se diluer dans l'atmosphère. Mais ceci n'est qu'un incident localisé. La pollution atmosphérique est de plus en plus décelable dans le monde entier. A force de "diluer" on finit par saturer.

Les pluies acides. Elles ont eu, si j'ose dire, leur heure de gloire puis on les a oubliées. Tout passe, tout lasse... Mais les forêts mortes sur pied le sont, sinon pour toujours, du moins pour très longtemps.

La désertification et la dégradation des sols. L'exploitation effrénée de la forêt africaine est en partie responsable de la désertification accrue du Sahel. En France, l'utilisation trop souvent irrationnelle des pesticides stérilise la terre; l'arasement des bosquets, des haies, des talus accélère l'érosion des sols; la course aux gros rendements conduit à utiliser des quantités importantes d'engrais minéraux, nitrates en particulier, qui, faute d'humus, ne restent pas dans la couche arable mais s'infiltrent dans le sous-sol pour se retrouver dans la nappe phréatique.

La pollution des nappes phréatiques. Elle est grave car invisible et durable. Quand on la décèle il est trop tard.

Les déchets toxiques: tout le monde en produit mais personne n'en veut. Alors on les immerge, on les enterre, en cachette; ou encore on les stocke dans les pays pauvres qui sont moins regardants (dame, quand on meurt de faim on n'a pas le droit de faire le difficile).

Autres symptômes encore: la pollution des mers qui diminue la photosynthèse, source de l'oxygène, celle des cours d'eau, la disparition d'espèces végétales et animales.

A toute maladie on cherche un remède. Alors puisque notre planète Terre est malade de l'homme le remède doit venir de l'homme, d'un changement de son comportement. Qu'en est-il en 1988 ?

Certes il y a l'ébauche d'une prise de con-

science des efforts sont faits, ici ou là mais il est déjà très tard.

En France on commence à s'alarmer: Mr Brice Lalonde a dernièrement évoqué la destruction de la couche d'ozone et souhaite que le fréon soit remplacé par un autre gaz.

La qualité des eaux est suivie régulièrement. Un observatoire de la qualité des sols a été créé. La récupération et le recyclage des déchets est en bonne voie: verre, papier, huile, plastiques.

Un excellent exemple est celui de l'usine VAL-ORGA récemment inaugurée par Brice Lalonde qui a ainsi montré toute l'attention qu'il portait à ce procédé qui, espérons-le sera de plus en plus utilisé.

Mais trop souvent des intérêts particuliers prennent le pas sur l'intérêt général. On en a eu un exemple hier où la mise en application d'une directive destinée à sauvegarder l'avifaune européenne a provoqué le mécontentement d'une minorité bruyante entraînant dans son sillage certains hommes politiques n'ayant, semble-t-il, pas compris le bien fondé de cette directive.

Il faut que les décideurs, tant au niveau national, que régional, départemental ou communal prennent conscience de l'absolue nécessité de sauvegarder le patrimoine naturel, quitte à abandonner certains projets en apparence séduisants s'il s'avère que leur réalisation est susceptible de porter préjudice à notre environnement.

Mais il ne faut pas nous voiler la face. Nous avons tous une part de responsabilité dans la dégradation de notre environnement. Des exemples ? La pollution ménagère des rivières, la pollution motorisée de l'atmosphère, quand ce n'est pas la destruction systématique d'animaux que nous jugeons (souvent à tort) dangereux ou gênants. C'est tous les jours, en toute innocence, que l'homme détruit insensiblement mais sûrement, la nature.

Nous avons le devoir, nous, Gépoplens, qui avons choisi la sauvegarde du patrimoine naturel, d'informer, de donner l'exemple, d'expliquer ce qu'il convient de faire, de ne pas faire, pour tenter de conserver ces richesses naturelles que nous ont laissées ceux qui sont passés sur terre avant nous, et que nous avons le devoir de léguer à nos descendants.

Ces actions individuelles de protection de la nature que nous allons vous exposer tout à l'heure, vous les connaissez déjà en partie, peut-être les pratiquez-vous depuis longtemps, mais il nous a paru souhaitable d'en parler ensemble afin que l'expérience de chacun puisse profiter à tous.

Jean Marie THIERY

R A P P O R T F I N A N C I E R

Nous avons fonctionné en 1988 avec 74 828 Fr., budget relativement modeste comparé aux années précédentes (90 516 Fr. en 1987). Ce n'est pas parce que nous avons été moins dynamiques, mais des actions ont été préparées en 88 qui ne verront leur réalisation financière qu'en 89.

Ce budget affiche cependant un fort excédent de 5 388 Fr. qui s'explique par des bénéfices réalisés par la table de presse, les dommages et intérêts perçus lors du procès contre le promoteur du parc Maye-Loisir et par les actions bénévoles des membres de l'association permettant des rentrées d'argent (ventes à la Rêderie d'Amiens...) ou faisant don de leurs frais (déplacements, téléphone...).

Il faut néanmoins remarquer, une fois encore, que les adhésions ne permettent pas de couvrir les frais de fonctionnement et de local. L'association reste encore trop dépendante des subventions pour ses actions de protection et de sensibilisation.

Plus important, le projet de budget 89 a été établi pour un montant total de 148 000 Fr.

De nombreuses actions préparées en 88 verront le jour cette année: réalisation d'une mallette pédagogique pour les écoles, création d'une exposition "Connaître et protéger les oiseaux", édition d'affiches et de dépliants sur les phoques. Leurs financements sont en grande partie réalisés par les subventions du Conseil Régional et de la Direction Régionale de l'Architecture et de l'Environnement (DRAE).

Des contrats d'étude ont également été passés avec la DRAE: synthèse sur le statut du phoque en Baie de Somme, inventaire aérien des zones sensibles.

Outre son importance, ce projet de budget se caractérise par le fait que nous nous sommes efforcés de dégager un crédit de 16 500 Fr. en vue de l'achat d'un local.

Pour ce faire, les membres du GEPOP qui réalisent habituellement les contrats d'étude ont accepté de réduire leurs frais. d'autres part, nous réaliserons des prestations indemnisées pour des organismes de tourisme. Enfin, la table de presse qui possède actuellement un stock important devrait permettre de dégager un bénéfice substantiel. Chaque membre peut également aider l'association en vendant des affiches sur la faune picarde (disponibles au local) et en faisant le maximum d'adhérents autour de lui.

EXPLOITATION GENERALE 1988.

Charges		Produits	
Frais de fonctionnement	12 164,38	Adhésions	12 120,00
Local	2 761,60	Abonnement à Picardie Nature	7 080,00
Picardie Nature	9 627,69	Subvention Conseil Général	5 500,00
Centre de soins	1 609,84	Contrats d'étude	20 000,00
Animations	1 640,35	Etude phoques	1 979,06
Frais de déplacement et d'étude	19 905,14	Animations	1 930,00
Opération phoques	1 976,06	Actions en justice	8 000,00
Actions en justice	2 636,50	Table de presse	6 614,90
Table de presse	2 605,30	Abonnements au Courrier de la Nature	729,00
Abonnements Courrier de la Nature	600,00	Indemnités TUC PTT	6 400,00
Longue-vue	5 500,00	Divers	4 475,60
Indemnité TUC PTT	6 400,00		
Divers	2 010,70		
Résultats d'exploitation	5 388,00		
TOTAL	74 828,56	TOTAL	74 828,56

RAPPORT FINANCIER

PROJET DE BUDGET 1989

Charges		Produits	
Frais de fonctionnement	15 000,00	Adhésions	15 000,00
Local	2 500,00	Abonnement à Picardie Nature	8 000,00
Picardie Nature	8 000,00	Subvention:	
Centre de soins	2 000,00	Conseil Général (mallette pédagogique)	6 000,00
Animations	1 500,00	DRAE (affiches dépliants phoques)	20 000,00
Frais de déplacement et d'étude	25 000,00	DRAE (connaître et protéger les oiseaux)	25 000,00
Expo "connaître et protéger les oiseaux"	30 000,00	DRAE (journée de l'oiseau)	3 000,00
Opération phoques	25 000,00	DRAE (dépliants avifaune)	27 000,00
Mallette pédagogique	15 000,00	Contrats :	
Journées de l'oiseau	5 000,00	Synthèse phoques	5 000,00
Dépliants avifaune	37 441,00	Inventaire aérien zones sensibles	25 000,00
Actions en Justice	2 000,00	Etudes diverses	16 241,00
Table de presse	1 000,00	Animations	3 000,00
Abonnements Courrier de la Nature	1 500,00	Prestations	7 200,00
Divers	3 000,00	Actions en justice	3 000,00
		Abonnements au Courrier de la Nature	2 000,00
Autofinancement du local	16 500,00	Table de presse	20 000,00
		Divers	5 000,00
TOTAL	190 441,00	TOTAL	190 441,00

Découvrez

combat nature

La revue des associations écologiques
et de défense de l'environnement



- Les actions des associations.
- Des articles de fond sur l'écologie.
- L'actualité « nature et environnement » en France et dans le monde.
- Revue trimestrielle, fondée en 1971.
- Demandez un spécimen gratuit.
- Abonnement annuel à partir de 120 F.
- B.P. 3046 - 24003 Périgueux Cédex. ☎ 53.08.29.01.

1er Volet: Protection des milieux naturels

Réserve Naturelle

Le projet de Réserve Naturelle de Baie de Somme dont nous vous avons parlé l'an dernier n'a pas encore abouti.

Le dossier était bloqué jusqu'au changement de gouvernement au niveau du cabinet de Mr Carignon. Il est apparu ensuite indispensable au nouveau ministre de l'Environnement de trouver un accord avec le propriétaire d'une hutte de chasse, principale cause du retard de la procédure et située dans les limites de la future réserve. On s'oriente apparemment vers une autorisation de chasser sur une période limitée qui n'est pas encore définie. Ce n'est pas forcément la plus mauvaise solution pour régler le problème; nous aurions préféré quand même que les terrains litigieux soient achetés par le Conservatoire du littoral, mais le prix de vente exigé par le propriétaire est exorbitant.

Nous sommes intervenus plusieurs fois auprès du Préfet de Région. Notre connaissance du sujet est mieux perçue et nous vaudra d'être consulté au même titre que les administrations lors de l'enquête publique qui devrait avoir lieu après les élections municipales.

Restons sur la côte picarde pour vous dire quelques mots du parc Maye-Loisirs qui a été construit illégalement en 1984 dans un site protégé.

Début 88 le jugement est confirmé en appel, Mr Delefortrie est condamné à 60000 francs d'amende, à remettre les lieux en état dans un délai de 4 mois et à nous verser 5000 francs de dommages et intérêts.

Nous avons recouvré les dommages et intérêts avec quelques difficultés. Quant à la remise en état des lieux il n'y a pour l'instant qu'un projet de plantations pour masquer la clôture. Le Sous-Préfet d'Abbeville que nous avons contacté à plusieurs reprises et qui est chargé de l'application de cette partie du jugement tient à peu près ce discours:

"Nous n'avons pas de crédit pour faire appel à une entreprise privée qui effectuerait la remise en état des lieux, nous devons donc travailler en accord avec le promoteur du parc."

Ce dossier est loin d'être clos.

En février dernier, nous appuyant sur la législation concernant les espèces végétales protégées nous déposons 2 recours auprès du Tribunal Administratif d'AMIENS l'un demandant le sursis à exécution d'un arrêté préfectoral autorisant l'exploitation d'une gravière dans le marais d'HANGEST/ SOMME l'autre demandant l'annulation de cet arrêté au motif qu'une des principales stations du Nord de la France de Grande Douve, une plante rare et protégée s'y

développe.

En avril le Tribunal ordonne le sursis à exécution de cet arrêté. Il faut savoir que l'octroi du sursis à exécution préfigure le plus souvent l'annulation d'un arrêté.

L'effet d'une telle décision ne se fit pas attendre, le 30 juin le Préfet annulait son arrêté.

Notre 1er recours devant un Tribunal Administratif est une réussite. A l'avenir les exploitants de carrières et les fonctionnaires qui leur sont proches seront certainement un peu plus respectueux des marais. Dans cette affaire leur discours n'a pas été très clair, n'hésitant pas à faire le chantage suivant auprès du maire et des services administratifs:

La zone à grande douve recèle de loin la plus grande part du gisement de graviers, ils nous faut donc exploiter toutes les parcelles sinon l'affaire n'est pas rentable.

Et quelques mois plus tard le carrier présentait un 2e projet d'exploitation du marais épargnant la zone à grande Douve.

Celui-ci a été discuté récemment en commission départementale des carrières.

Heureusement ou malheureusement pour certains, on y trouve encore quelques pieds de cette plante rare et protégée.

A plusieurs reprises en 88 nous avons organisé avec la Société Linnéenne des opérations d'entretien de coteau calcaire sur la commune de Grattepanche. Il s'agit, en gros, de travaux de déboisement, principalement de genévriers, pour redonner un caractère de pelouse calcaire permettant à une flore particulière de s'y développer.

Ce genre d'opération s'est effectué récemment sur une autre commune, à Bouchon entre Amiens et Abbeville en signe de protestation contre le passage de la future autoroute A16.

Nous avons réalisé plusieurs inventaires faunistiques de milieux naturels notamment dans le cadre de projets d'arrêtés préfectoraux de protection de biotope. Sous l'impulsion de la Délégation Régionale à l'Architecture et à l'Environnement, le département de la Somme, compte désormais après Blangy-Trouville un second marais protégé par arrêté préfectoral: celui de la Chaussée Tirancourt.

Depuis quelques mois les projets autoroutiers A16 et A 29 font l'actualité. Notre association est intervenue auprès de plusieurs municipalités propriétaires de milieux à préserver. Philippe Brunet et Laurent Gavory interviendront tout à l'heure sur ce sujet.

2ème Volet: Protection des espèces

Bilan de l'opération Busards.

Il s'agit, rappelons-le, de repérer les nichées de Busards installées dans les cultures et qui risquent d'être détruites lors de la moisson. Une fois les aires localisées, elles sont soustraites à l'action des machines agricoles puis surveillées au mieux afin de permettre l'envol des jeunes.

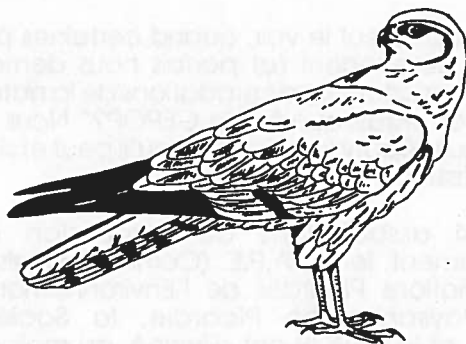
Cette activité demande beaucoup de temps mais hélas, il faut bien constater qu'elle a peu de succès auprès des membres du GEPOP puisqu'en 1988 seulement 8 personnes s'y sont consacrées, totalisant 240 heures de travail et 2650 km parcourus.

Ont été surveillés: 3 couples de Busard cendré donnant 5 jeunes à l'envol, 11 couples de Busard Saint-Martin donnant 13 jeunes à l'envol et, chose remarquable, un couple de Busard des roseaux qui a niché dans une culture a eu son nid déplacé d'une centaine de mètres et 3 jeunes se sont envolés.

Je lance un appel aux personnes qui disposent d'un peu de temps de Mai à Juillet pour participer à la surveillance des nids de Busards. Nous organisons à ce sujet plusieurs sorties.

Enfin signalons que ce sauvetage est coordonné au niveau national par le Fonds d'Intervention pour les Rapaces.

Je remercie les personnes qui ont participé en 88 à cette opération, Bernard COUVREUR, Jean-Pierre FERRE, Guy FLOHART, Olivier HERNANDEZ, Thierry RIGAUX, Patrick THIERY et Valérie MONVOISON ainsi que le Conseil Général de la SOMME qui nous a financé 3 postes C.B bien utilisés pour cette opération.



Poteaux P.T.T.

L'opération d'obturation des poteaux P.T.T. s'est poursuivie en 1988. Plusieurs interruptions sont intervenues dans son déroulement.

Les contacts ont été repris avec la Direction Régionale des Télécommunications pour que le problème soit réglé dans la SOMME et traité dans l'AISNE et l'OISE.

Surveillance de la colonie de Phoques en Baie de Somme.

Pour certains l'année 88 aura été celle des phoques. Ce sujet devenant de plus en plus délicat nous avons créé un groupe de travail chargé de coordonner les études et les mesures de protection de cette colonie. Toutes les données sont centralisées, la colonie est bien suivie avec à peu près une observation par semaine.

Dans le même temps, un travail de sensibilisation du public se met en place sous différentes formes.

Ainsi, nous avons tenu un stand d'information lors du rallye de canoë-kayak en Baie de Somme.

Nous avons été les initiateurs d'un reportage de FR3-Picardie sur les phoques, diffusé tous les soirs pendant une semaine sous forme de feuilleton de 5 minutes puis repris au niveau national dans l'émission Thalassa. Grâce à une subvention de la D.R.A.E. nous allons diffuser prochainement un tract et une affiche sur l'ensemble de la côte picarde.

Au mois d'octobre nous avons lancé une pétition demandant la création d'une réserve nationale en Baie de Somme notamment pour la colonie de phoques veaux-marins. Nous avons déjà obtenu plus de 2000 signatures. Il est prévu de la diffuser dans plusieurs Pays d'Europe.

Ce travail de sensibilisation est effectué également auprès des administrations: le ministère de l'Environnement est régulièrement informé et sollicité.

L'extension rapide de l'épizootie qui décime les colonies de phoques d'Europe du Nord est évoquée à notre initiative au cours d'une réunion en septembre à St VALERY / SOMME à laquelle participaient les spécialistes français du phoque veau-marin.

Une organisation se met en place, prête à intervenir en Baie de Somme pour une opération de vaccination.

Certains d'entre nous sont allés aux Pays-Bas à la clinique de PIETERBUREN pour se former au sauvetage des phoques blessés ou malades ainsi qu'en Angleterre dans la réserve de Blak-ney.

Voilà un résumé des principales actions entreprises en faveur des phoques de la Baie de Somme.

Nous voudrions remercier Jean-Luc MAURY et sa femme TERRA, Hollandaise d'origine qui nous ont été d'un grand secours lors de nos contacts avec les responsables de la clinique de PIETERBUREN ainsi qu'Hervé LEFEVRE qui a mis à notre disposition son canot zodiac.

Laurent GAVORY

3 ème Volet: Le travail du GEPOP en commissions

La défense de la nature en Picardie ce sont bien sûr des interventions directes comme vous venez d'en avoir quelques exemples, mais c'est aussi notre action au sein de commissions ou conseils mis en place par l'administration depuis quelques années.

Ces réunions où se retrouvent des représentants des corps d'Etat (Préfecture, D.D.E., D.D.A., D.R.A.E., D.R.I.R*), des élus, nous permettent d'exprimer et parfois de faire avancer notre conception de l'utilisation de la nature.

Quelques mots pour vous présenter ces différentes instances:

La Commission Départementale des Sites: 25 membres (des représentants de l'administration, des élus, des personnalités, des représentants d'associations) cette commission se réunit au moins deux fois par ans (du moins actuellement car il y a quelques années, cette périodicité n'était pas du tout respectée!).

En 1988, il y a eu 4 réunions de la Commission des Sites, la dernière a décidé entre autre de donner un avis favorable à l'arrêté de biotope de la Chaussée-Tirancourt. Notre représentant à cette commission, Patrick THIERY, regrette que les dispositions légales soient parfois tatillonnes et réglementent quelques détails pour un monument alors que tout se dégrade autour de nous dans l'indifférence. Une meilleure perception de la globalité des problèmes de l'environnement serait souhaitable.

La Commission Départementale des Carrières comprend une vingtaine de personnes et s'est réunie 4 fois cette année.

Cette commission émet un avis (comme la Commission des Sites), à la demande de l'administration, sur les projets de carrières, gravières ou sablières.

En 1987 nous avons dû user de moyens légaux pour empêcher l'ouverture de la gravière d'HANGEST-SUR-SOMME. Le Préfet de la Somme a été contraint de retirer l'arrêté d'ouverture après une décision du Tribunal Administratif (cf. affaire "grande Douve" du marais d'Hangest), l'absence de problème majeur en 1988 vient peut-être de cette démonstration de force. Des efforts pour les schémas d'exploitation des vallées ont été faits. Laurent GAVORY est notre représentant.

Le Conseil Départemental de la Chasse et de la Faune Sauvage a déjà été présenté lors de l'A.G. précédente.

Rappelons qu'il y a 12 chasseurs ou assimilés (8 chasseurs, 2 agriculteurs-chasseurs, 2 forestiers chasseurs, 2 scientifiques, 2 protecteurs de la nature). On y parle de dates d'ouvertures et de fermeture de la chasse pour toutes les espèces (chassables bien sûr!). Nos interventions à ces débats, il y a quelques années, faisaient apparaître des sourires amusés sur le visage de nos interlocuteurs: "Laissons parler le bouffon" pensaient-ils.

Depuis, les plus hautes instances juridiques tant nationales qu'européennes ont montré la justesse de nos positions... Ils rient moins et sont devenus plus agressifs.

La liste des espèces nuisibles dans le département de la Somme a été également présentée. Nous avons à ce sujet intenté un recours devant le Tribunal administratif, car malgré nos exhortations des choix contraires à la loi ont été pris. Nous parlons aussi des G.I.C. (Groupement d'Intérêt Cynégétique), forme nouvelle de regroupement des chasseurs pour mettre en place une gestion du gibier sédentaire, ce que nous encourageons. Xavier COMMECY représente le GEPOP pour la Somme.

Un représentant de notre association vient d'être nommé en 1989 au Conseil Départemental d'Hygiène où sont abordés les problèmes de pollution, de nuisances liées aux élevages, de la rage... Chantal PEGUET, médecin biologiste fera connaître nos positions.

Les P.Q.P.N., Personnes Qualifiées pour la Protection de la Nature. Ce titre ne concerne pas que les membres du Conseil d'Administration. Vous tous, si vous avez un minimum de connaissances naturaliste et connaissez un peu les mécanismes écologiques, pouvez être nommé P.Q.P.N. dans les commissions de remembrement. Celles-ci permettent souvent des actions directes et concrètes sur l'environnement des communes. Plusieurs membres du GEPOP sont aujourd'hui des P.Q.P.N.

Un espoir pour nous, entrer en 1989 au C.E.S. (Comité Economique et Social), conseil régional de réflexion sur les grandes orientations politiques, économiques et, nous le souhaiterions, écologiques.

Comme on peut le voir, quand certaines personnes se demandent (et parfois nous demandent) en constatant les dégradations de la nature en Picardie: "Mais que fait le GEPOP?" Nous ne pouvons que répondre: "Il fait ce qu'il peut et si ce n'est pas assez... venez l'aider!"

NDLR : 4 associations de protection de l'Environnement, le C.L.A.P.E. (Comité de Liaison des Associations Picardes de l'Environnement), Maison Paysanne de Picardie, la Société Linnéenne et le GEPOP ont désigné, au mois de mai, un représentant au Comité Economique et Social.

*Direction Départementale de l'Équipement, Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, Délégation Régionale à l'Architecture et à l'Environnement, Direction Régionale de l'Industrie et de la Recherche.

Xavier COMMECY

BILAN D'ACTIVITE

4ème Volet: Activités visibles et moins visibles

J'ai regroupé ici les activités régulières ou occasionnelles de l'association.

Nous avons tenu plusieurs stands à Amiens lors d'Espace 1901, à Creuse à la Ferme d'antan, à Sissonne dans l'Aisne lors d'une manifestation contre le projet de stockage de déchets radioactifs.

Plusieurs articles sont parus dans la presse locale. Il s'agit le plus souvent de prises de position sur la chasse, sur les projets d'autoroute ou d'aménagement comme le projet de parking en plein coeur du quartier St Leu à Amiens.

Nous dénonçons également la destruction d'oiseaux protégés.

Enfin quelques articles ont été consacré à nos activités.

Notons aussi quelques interventions sur des radios locales et à Radio-France Picardie.

Nous sommes assez souvent sollicités par des particuliers pour des demandes de renseignements par téléphone et par courrier. Nous intervenons aussi comme prestataires de service ; en effet des contacts avec des organismes de tourisme se sont engagés en 88 et devraient se développer cette année.

Nous essayons tout au long de l'année, en fonction de notre disponibilité, d'entretenir des relations avec des associations scientifiques ou concernées par l'environnement.

Enfin, en ce qui concerne plus directement notre association, nous avons organisé plusieurs sorties d'initiation à la découverte de la nature. D'ailleurs dans le souci de vous proposer des sorties correspondants plus à vos désirs nous avons publié dans le dernier Picardie-Nature un questionnaire. Nous attendons vos réponses avec impatience.

Nous avons été notamment sollicités par l'Association Culture et Sciences pour participer au regroupement des associations scientifiques sur Amiens. Cette association projette entre autre, la réalisation d'une maison des Sciences. Le GEPOP s'associe à cette démarche.

Patrick THIERY

LES AUTOROUTES : MENACES SUR L'ENVIRONNEMENT

Si le GEPOP a un avis plutôt réservé quant à la réelle nécessité des autoroutes, il reste néanmoins prêt à intervenir pour que le tracé choisi soit le moins nocif possible pour le milieu naturel. Je vais donc vous présenter les problèmes posés par différentes variantes dont nous avons eu connaissance.

AUTOROUTE A16.

Vallée d'Authie.

La traversée de la basse vallée pose de gros problèmes, en effet cette zone présente un ensemble de marais tout à fait remarquable:

Le marais de NAMPONT (2 à 3), constitué d'une mosaïque de milieux, il abrite une faune et une flore exceptionnelles, on peut citer pour l'avifaune nicheuse: le Grand Butor, la Sarcelle d'hiver, la Sarcelle d'été, la Marouette ponctuée, la Bécassine des marais, la Chouette chevêche, la Pie-grièche grise, la Locustelle luscinoïde et la Rousserolle turdoïde.

Pour les batraciens, 2 espèces de Tritons y sont signalées. Pour la flore, la Renoncule langue (Grande Douve) y est présente, cette espèce est légalement protégée.

Le marais de ROUSSENT (1) est également remarquable. Pour l'avifaune nicheuse mentionnons: la Sarcelle d'été, le Busard des roseaux, la Marouette ponctuée, la Bécassine des marais, la Pie-grièche grise, la Locustelle luscinoïde et la Rousserolle turdoïde. Il y a également quelques batraciens: les 4 espèces de Tritons et la Rainette verte.

Le marais du MESNIL (4) est un marais tourbeux à phragmitaies et mares. L'avifaune y est tout à fait remarquable, signalons les nicheurs principaux: le grand Butor, la Sarcelle d'hiver, la Sarcelle d'été, le Canard souchet, le Busard des roseaux, la Mésange à moustaches. Quelques batraciens sont également présents: le Triton crêté, le Triton alpestre, le Triton ponctué et la Rainette verte. Pour la flore, la Renoncule langue y est signalée.

Le marais d'ARRY (5) est constitué de vastes plans d'eau et de phragmitaies. Ce marais nous est inconnu du fait des pratiques cynégétiques qui nous interdisent l'entrée de cette zone humide. A étudier donc !

Le marais de SAILLY-BRAY (6) est une vaste phragmitaire bordée de pâtures. Il abrite une avifaune tout à fait exceptionnelle: Grand Butor, Busard des roseaux, Marouette ponctuée, Vanneau huppé, Chouette chevêche, Traquet tairier (pour cette espèce il s'agit pratiquement du seul site de nidification pour la SOMME), Locustelle luscinoïde, Mésange à moustaches, Pie-grièche grise. Là encore la Grande Douve est présente.

Globalement, les tracés proposés sont catastrophiques car ils menacent des marais exceptionnels, uniques dans la région, qui restent les derniers sites de nidification pour de nombreuses espèces

menacées (Grand Butor, Busard des roseaux, Marouette ponctuée...). Nous souhaitons vivement que cela soit pris en compte. Néanmoins, un tracé semble moins destructeur, le tracé Est qui écomerait de façon marginale le marais de ROUSSENT. Les élus concernés semblent s'orienter vers la variante la plus à l'ouest, la plus néfaste biensûr !

Pour l'instant rien ne semble décidé de façon définitive.

Portion AMIENS-ABBEVILLE.

Le larris de BOUCHON est un site botanique très intéressant avec la présence notamment de l'Anémone pulsatille et de nombreuses espèces d'Orchidées. Là le tracé Nord épargnerait le site, mais il semble que l'on préfère le Sud, celui qui passerait au milieu de cette pelouse calcaire.

AUTOROUTE A 29.

Le marais de BLANGY-TRONVILLE (2) aux portes d'AMIENS est un site remarquable protégé par un arrêté préfectoral de biotope. Il semble que la bretelle qui le traverserait soit hypothétique.

Le larris de DAOURS (3) est remarquable par sa flore. L'autoroute passerait en bordure de ce site.

La Vallée de l'Avre (1) verrait l'autoroute passer en bordure de la réserve naturelle Saint-Ladre, remarquable sur le plan botanique par la présence de Sphaigne, du Bigamou jaune mais aussi sur le plan zoologique avec le Blongios nain et plusieurs espèces de Fauvettes paludicoles.

La Vallée de la Somme au Nord de BRIE (4) est constituée essentiellement de phragmitaies humides qui accueillent le Blongios nain et le Busard des roseaux, deux espèces menacées. Signalons que cette zone n'a pas été étudiée de façon approfondie mais elle présente des potentialités certaines.

La Vallée de l'Omignon: là l'incidence serait plutôt paysagère, l'intérêt écologique est moindre.

Pour l'autoroute A29 on s'oriente actuellement vers le tracé "Centre-Nord" c'est à dire celui traversant les marais au Nord de BRIE et la Vallée de l'Omignon, ce qui est dommage puisque deux autres variantes existent et ont un impact plus limité.

Face à ce constat, le GEPOP ne peut que s'indigner de ces choix et regrette le peu d'intérêt que les élus portent à nos milieux naturels qui restent, rappelons-le un atout pour notre région, d'ailleurs ils le revendiquent.

On peut regretter également le peu de concertation dans les décisions qui aurait permis peut-être de trouver des solutions acceptables pour tous.

Sachez que nous ferons tout notre possible pour que ces sites remarquables soient épargnés.

Laurent GAVORY

LE THEME DE L'ANNEE :

Actions Individuelles de Protection de la nature

PARTICIPATION AUX ETUDES

L'objectif principal de notre action est la préservation des milieux naturels et des espèces animales et végétales qu'ils abritent. Dans cette optique, nous avons pour mission de faire valoir auprès des décideurs (élus, administrations, entreprises privées...) l'intérêt de sites et d'espèces afin que cela soit pris en compte dans leurs décisions.

Pour ce faire, nous nous basons sur des données collectées sur le terrain, qui une fois synthétisées permettent de définir le statut d'espèces, la liste des espèces présentes sur un site. Nous pouvons alors montrer l'intérêt du lieu. Les études servent également à préciser la biologie et l'écologie des espèces, paramètres importants à prendre en compte pour une éventuelle gestion. Il est évident que l'on ne peut protéger correctement ce que l'on ne connaît pas bien.

Donc le premier travail du protecteur de la nature est logiquement le relevé de terrain. Mais, me direz-vous, c'est affaire de spécialistes. Eh bien non ! Tous le monde peut, à son niveau et avec ses moyens participer à cette collecte de données. Il faut certes un minimum de connaissance et surtout de volonté. Toute personne possédant quelques rudiments en ornithologie, mammalogie, botanique, etc... peut nous aider mais pour cela il faut qu'elle consigne par écrit ses observations (sur un carnet) puis qu'elle les envoie à l'organisme centralisateur. C'est en général à ce niveau que cela "coince". Peu de personnes, en effet, prennent le temps de le faire par négligence ou tout simplement en se disant que l'information est sans intérêt. Dommage !

Pour vous démontrer l'intérêt de cette démarche je vais prendre quelques exemples d'études ou d'enquêtes.

L'opération Busards, comme je l'avais souligné dans le rapport d'activité, motive peu d'entre vous.

Pourtant, si toutes les personnes qui repèrent un Busard en période de nidification nous le signalaient nous pourrions sauver plus de nichées.

L'enquête BIROE: Le Bureau International de Recherche sur les Oiseaux d'Eau organise chaque hiver des comptages dans de nombreux pays dans le but d'évaluer les populations hivernantes d'oiseaux d'eau (Canards, Oies, Cygnes). Ces recensements sont effectués à des dates précises (toujours les mêmes) par de nombreux ornithol-

ogues amateurs. Cela permet de dresser un bilan de santé des populations d'oiseaux d'eau, récemment une synthèse a été élaborée.

Enquête sur la reproduction des oiseaux d'eau.

Depuis 4 ans le GEPOP organise une enquête sur la phénologie* de reproduction des oiseaux d'eau afin de mettre en évidence le pourcentage de jeunes oiseaux non volants à l'ouverture de la chasse au gibier d'eau. Chaque année, les résultats sont communiqués au Préfet.

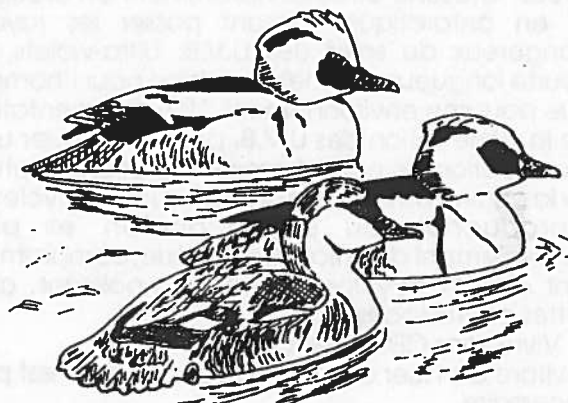
Les Atlas.

Ces enquêtes sont lancées à différents niveaux, en général régional ou national. Les atlas visent à faire état de la présence d'une espèce sur une aire géographique donnée (carte IGN, carré de 10km X 10km). Ils permettent d'établir une répartition des espèces et également de définir la rareté des espèces, à l'origine de l'élaboration de listes rouges d'espèces menacées.

Le dernier exemple: l'inventaire Z.N.I.E.F.F. (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique). Il consiste, à l'échelle de la région, à classer des zones présentant un intérêt pour leur faune ou leur flore. L'objectif est de réaliser une synthèse des sites remarquables et de diffuser cette connaissance auprès des décideurs pour qu'ils la prennent en compte.

Pour conclure, je dirai que participer à la connaissance des espèces est une action individuelle de protection de la nature primordiale. J'invite donc tous les membres du GEPOP susceptibles de nous fournir des informations à le faire.

Laurent GAVORY



LE THEME DE L'ANNEE :

Actions Individuelles de Protection de la nature

REDUISONS LES POLLUANTS DOMESTIQUES

C'est aussi à la maison qu'il faut découvrir et chasser les dangers. La collectivité devrait changer certaines habitudes.

OZONE: L'ETAT D'URGENCE AEROSOLS DANGER!

Pschitt...! Un coup de bombe pour faire disparaître les odeurs, un brouillard de laque pour remettre la coiffure en ordre, une angine qui se calme avec un nuage dans la gorge... Des gestes quotidiens.

La consommation d'aérosols (500 millions de bombes vendues en France en 1986 au rythme de 10 000 par minute!) propulse dans l'atmosphère dans 50% des cas des gaz appartenant à la famille des C.F.C. (chlorofluorocarbones), à peu près insolubles et qui n'ont aucune chance d'être "lavés" par l'eau de pluie ou de se dissoudre dans les océans.

Durant leur ascension dans les couches de l'atmosphère, les atomes restent soudés et ne peuvent être dissociés. C'est seulement dans la stratosphère, entre 20 et 30 km d'altitude que la lumière ultra-violette du soleil va les "casser" provoquant un dégagement de chlore responsable de la destruction des molécules d'ozone. La durée de vie des CFC étant comprise entre 40 et 120 ans et leur ascension pouvant demander de 15 à 80 ans, 90% des CFC émis entre 1955 et 1975 n'ont pas encore atteint la stratosphère où se trouve 90% de la qualité totale d'ozone.

Les CFC interviennent également dans la fabrication des mousses d'isolation (bâtiments, appareils ménagers), dans les sièges automobiles, les matelas, les barquettes de viande, les boîtes à oeufs, les matériaux d'emballage, etc... Nous sommes tous, bien souvent en l'ignorant, des consommateurs de CFC qui provoquent ces fameux "trous" d'ozone décelés notamment en arctique et en antarctique, laissant passer les rayons dangereux du soleil (les U.V.B: Ultra-violet de courte longueur d'onde) aussi bien pour l'homme que pour son environnement. Une augmentation de la pénétration des U.V.B. peut provoquer une modification de notre écosystème et une rupture de la chaîne alimentaire en perturbant le cycle de reproduction du phytoplancton et plus généralement de la flore océanique, compromettant ainsi le développement des poissons, crevettes et crustacés.

Vivre sans CFC c'est possible:

- évitons d'utiliser des aérosols quand ce n'est pas nécessaire.
- trouvons des équivalents (les industries chimiques qui il y a encore quelques mois ne trouvaient rien

sont, par miracle, sur la bonne voie depuis qu'elles y sont plus ou moins obligées).

- exigeons l'étiquetage de la nature du gaz propulseur
- essayons de ne pas utiliser les plastiques expansés aux CFC.

EN FINIR AVEC LES PHOSPHATES LAVER "BLANC" SANS POLLUER.

Parmi les composants des lessives, on trouve les adoucissants d'eau ou "séquestrants" dont le rôle est de bloquer le calcaire des eaux dures (le savon et le calcaire forment des pellicules qui se fixent sur le linge). Le plus utilisé est le tripolyphosphate de sodium.

Que reproche-t-on aux phosphates qui sont naturellement présents dans l'eau et pourtant indispensables à la vie animale et végétale, "nourrissant" les algues et autres plantes aquatiques? Lorsque leur concentration est trop élevée, ils deviennent de "super engrais", la végétation se développe de manière anarchique, sa décomposition consomme alors énormément d'oxygène, l'équilibre est bouleversé, on parle alors d'eutrophisation et les espèces aquatiques sensibles (salmonidés) meurent.

L'eau perd de sa transparence, dégage des odeurs nauséabondes et doit subir, pour redevenir potable, de nombreux traitements.

Sont concernés en France: les bassins de la Loire et de Rhin-Meuse, les lacs, les plans d'eau aménagés en bases de loisirs, les estuaires, les cours d'eau à débit lent et les bras morts des rivières.

Sommes-nous plus soucieux de la blancheur du linge que de l'état de l'environnement?

Nous avons toujours la possibilité de choisir des lessives de bonne qualité, sans phosphates, elles existent, en particulier celles commercialisées sous la forme liquide, moins sensibles à la dureté de l'eau (se reporter aux essais comparatifs paru dans le n°246 Janvier 1989 de la revue "Que Choisir").

LES FORETS EN PERIL! ALERTE AU PLUIES ACIDES.

Un des accusés est le dioxyde de soufre provenant de la combustion du fuel et du charbon des fours industriels, des centrales thermiques et des chauffages domestiques.

Dans 50% des cas, l'oxyde d'azote provenant de la circulation automobile est en cause. Au contact de l'humidité de l'air, ces substances se transforment en acide sulfurique et acide nitrique.

La réduction de la pollution passe par la limitation de vitesse qui réduit les rejets d'hydrocarbures non brûlés dans l'atmosphère et par une réduction de l'emploi de l'automobile au profit de transports en commun moins polluants.

LE THEME DE L'ANNEE :

Actions Individuelles de Protection de la nature

CHAUVES-SOURIS INTOXIQUEES.

En cause les produits de protection des charpentes à base de lindane et de pentachlorophénol utilisés contre les insectes et les champignons. Des produits de remplacement existent.

POUR MEMOIRE...

44 tonnes de piles boutons au mercure utilisées chaque année... une récupération s'impose.

Utilisation Inconsidérée d'herbicides et de pesticides... Roténone et pyréthrine (naturels) comme substituts.

Précaution dans l'utilisation du métaldéhyde contre les limaces et les escargots...

Bernard HENRY

PERSONNES QUALIFIEES POUR LA PROTECTION DE LA NATURE ET LES REMEMBREMENTS.

Le remembrement, dont l'objectif est d'améliorer l'exploitation des terres agricoles, consiste en une redistribution des parcelles morcelées, dispersées.

Les procédures, instruites par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt sont de deux types:

- * procédure volontaire: à la demande de la commune ou d'une partie des agriculteurs.
- * procédure obligatoire: dans le cadre de grands aménagements (autoroutes, lignes ferroviaires...)

IMPACT DES OPERATIONS DE REMEMBREMENT

Les regroupements de parcelles s'accompagnent de travaux, dits travaux connexes, qui consistent le plus souvent en :

- des arasements de talus.
- des arrachages d'arbres et de haies parfois même de bosquets.
- des suppressions de chemins ruraux.

La seule justification valable à ces travaux connexes est l'amélioration des conditions de travail des exploitants agricoles car, les parcelles étant plus grandes, les manoeuvres sont simplifiées. Par contre ces suppressions de haies et de talus:

*N'augmentent généralement pas le rendement comme le montrent les études des ministères de l'Environnement et de l'Agriculture.

*Mettent parfois en péril le capital de l'agriculteur, c'est-à-dire le sol, car en l'absence de haies et de talus les phénomènes d'érosion et de ruissellement sont nettement amplifiés. Les exemples malheureux se multiplient et notre région est loin d'être épargnée. Ils sont localement très impressionnants comme à LIGESCOURT (zone particulièrement sensible en raison de la nature du sol) où les ravines atteignent 3 mètres de profondeur.

*Nuisent également gravement à la faune et à la flore, localement bien-sûr, mais aussi de manière plus insidieuse dans les cours d'eau. En effet l'un des problèmes majeurs de nos rivières est le colmatage des fonds par les sédiments dont une grande partie provient des terres agricoles.

*Altèrent le charme et la beauté de certains paysages, les haies, bosquets et talus étant des composantes paysagères importantes.

On assiste actuellement à un véritable processus de nivellement et de désertification écologique et esthétique, le Ponthieu et le Vimeu tendant à rejoindre en laideur et en pauvreté biologique le triste exemple du Santerre.



MOYENS D'ACTIONS.

Les remembrements sont conduits par des commissions communales (intercommunales le cas échéant) d'aménagement foncier et de remembrement.

Chaque commission, présidée par un juge, comprend:

- des représentants de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt,
- des exploitants agricoles (propriétaires, locataires)
- le maire de la commune,
- et une Personne Qualifiée pour la Protection de la Nature (P.Q.P.N) sous réserve de bénévolat.

La procédure s'étale sur deux ans environ et comporte 3 à 4 réunions par an.

Le P.Q.P.N. n'a dans le cadre des votes que le pouvoir de sa voix mais sa présence est importante

LE THEME DE L'ANNEE :

Actions Individuelles de Protection de la nature

sur le plan psychologique et peut constituer un garde-fou efficace contre certains choix excessifs.

Le P.Q.P.N. a pour mission de veiller au respect des équilibres biologiques et à la protection des zones intéressantes. Il ne s'agit bien-sûr pas de s'opposer systématiquement à toute élimination de haie ou de talus mais d'arriver à un compromis entre l'amélioration des conditions de travail des agriculteurs et la préservation de l'environnement.

Tout au long de la procédure, le P.Q.P.N. a des possibilités d'intervention:

- Information, sensibilisation des membres de la commission lors de réunions (notamment à l'aide de matériel audio-visuel).

- Avis sur l'étude d'impact.*

(en effet désormais dans le département de la Somme, il est prévu de soumettre pour avis, l'étude d'impact au P.Q.P.N.. Bien évidemment celui-ci pourra utilement contacter des membres du GEPOP plus coutumiers de ces documents.)

- Intervention, au moment de la réalisation de l'étude d'impact. Il est en effet encore plus efficace de prendre contact avec l'organisme chargé de cette étude et de discuter des mesures à prendre: haies et talus à conserver ou à créer (des subventions sont prévues pour cela).

. Suivi des travaux sur le terrain et alerte du GEPOP qui contactera la D.D.A.F. dans le cas de travaux illégaux excessifs par rapport aux prévisions...

Bien évidemment, le P.Q.P.N. n'est pas isolé et peut à tout moment contacter les membres du G.E.P.O.P. connaissant mieux ces questions.

Une journée de formation et de réflexion a eu lieu, à l'initiative de la Délégation Régionale à l'Architecture et à l'Environnement, en novembre dernier. Une nouvelle action de formation comprenant une visite sur le terrain pourrait être envisagée prochainement si le besoin s'en faisait sentir.

En outre, des publications existent qui sont disponibles auprès du GEPOP et qui aideront les volontaires à assumer leur rôle de P.Q.P.N.

Siéger en tant que P.Q.P.N. au sein d'une commission de remembrement est un moyen concret et efficace de protéger notre environnement, moyen individuel à la portée de nombre d'entre vous.

N'hésitez surtout pas à me contacter.

*Dans le cas de travaux plus importants (routes, barrages, remembrements...) une étude d'impact sur le milieu naturel est obligatoire qui:

- analyse la valeur initiale du milieu
- évalue l'impact du projet sur le milieu
- propose des mesures compensatoires.

Olivier HERNANDEZ

UTILISATION DE LA LEGISLATION

POUR PROTEGER LA NATURE

J'ai choisi 3 situations dans lesquelles vous vous trouverez peut-être un jour, elles sont les suivantes:

- Vous êtes témoin d'une infraction à la législation sur les espèces protégées.

- Vous êtes témoin de travaux d'aménagement importants.

- Et enfin le plan d'occupation des sols de votre commune est en révision.

Pour le 1er exemple, nous prendrons le cas du tir d'un rapace par un chasseur.

Il faut savoir que votre témoignage aura peu de valeur si vous disposez de peu d'éléments permettant d'identifier l'auteur de l'infraction surtout si vous êtes le seul témoin, on pourra toujours vous répondre que vous avez mal vu, c'est déjà arrivé.

Il est donc important de noter le plus rapidement possible avant d'oublier: la date, l'heure, le lieu exact ainsi que tous les éléments qui permettront une identification: s'il s'agit d'un gros ventru accompagné d'un épagneul ou d'un petit nerveux accompagné de sa femme, et si le chien ou Madame ont de bonnes dents. Dans les 2 cas ne vous approchez pas trop près ils sont armés. S'il rejoint son véhicule noter le n° d'immatriculation et la marque du véhicule.

Récupérez si vous le pouvez la dépouille de l'oiseau c'est une preuve supplémentaire qui pourra influencer le tribunal si la plainte aboutit.

Vous avez ensuite plusieurs démarches à effectuer le plus rapidement possible:

- porter plainte auprès de la gendarmerie la plus proche en signalant que vous êtes membre d'une association de protection de la nature agréée (c'est à dire reconnue officiellement). Si vous rencontrez quelques réticences soyez assez virulents et signalez à tout hasard que les responsables de votre association iront voir le procureur dans les prochains jours.

- vous pouvez contacter également les gardes de l'office national de la chasse, nous avons publié leurs n° de téléphone dans les n° 36 et 37 de Picardie-Nature. Nous vous les indiquerons à nouveau. Là aussi, précisez que vous êtes membre du GEPOP.

- enfin prévenez-nous par téléphone.

Les jours suivants vous rédigerez ce que l'on appelle une attestation. C'est un témoignage manuscrit, sur papier libre sur lequel vous rappelez votre état civil (nom, prénom, date et lieu de naissance, adresse, etc...) puis vous rédigez un résumé précis des faits. Vous nous enverrez ce document en y joignant une copie de pièce

LE THEME DE L'ANNEE : Actions Individuelles de Protection de la nature

d'identité. Au cas où il y aurait eu d'autres témoins avec vous, incitez-les à faire de même.

Le succès de l'intervention dépend:

- de la valeur du témoignage, une lettre anonyme ou des faits imprécis sont inutilisables.
- de la rapidité de l'intervention avant que toute preuve ne disparaisse.

Ce sont à peu près les mêmes démarches pour une commercialisation ou une utilisation d'espèce protégée. Le terme utilisation est à considérer au sens large. Par exemple le fait d'exposer dans la vitrine d'un magasin un oiseau protégé naturalisé ou de présenter un oiseau vivant dans une exposition peut-être considéré par les tribunaux comme une utilisation.

2e exemple:

Vous êtes témoins de travaux importants.

Je commencerai par rappeler que des travaux d'aménagement routier, de construction de bâtiments, etc... ne sont pas systématiquement légaux même si le maître d'ouvrage est un service de l'Etat.

Ainsi en 1987 près d'Amiens des travaux importants de rénovation du Chemin départemental reliant Boves à Cottency ont été entrepris sous la maîtrise d'ouvrage de la D.D.E.

La réglementation était respectée en ce qui concerne la réfection de la route mais le dégagement des remblais dans les marais proches, classés en zone Nd du Plan d'occupation des Sols de Fouencamp était illégal.

Un membre du GEPOP qui passait régulièrement par cette route n'a pas pensé un instant qu'un service de l'Etat pouvait commettre une telle infraction et lorsque nous sommes intervenus auprès de la D.D.E. pour demander l'arrêt immédiat des travaux le marais était déjà bien dégradé.

Comment agir donc lorsque vous êtes témoins de travaux qui affectent des sites intéressants.

Les preuves les plus intéressantes et les plus utiles dans ce domaine sont certainement les documents photographiques ou vidéo si vous êtes équipés.

Ils renforceront votre témoignage et pourront également influencer le tribunal.

N'hésitez pas à prendre le chantier sous plusieurs angles. Cherchez la pancarte du permis de construire ou de travaux si elle n'y est pas cela peut déjà constituer une infraction. Prenez-la de suffisamment près que l'on puisse lire les noms des entreprises, du maître d'ouvrage ou du financement.

Si vous habitez dans la commune concernée vous pouvez aller en mairie consulter le plan d'occupation des sols et noter ce que dit le règlement sur la zone en question au besoin parlez-en au maire qui n'est pas forcément au courant.

Prévenez-nous assez rapidement. Nous vous demanderons éventuellement d'effectuer quelques démarches complémentaires en mairie ou dans une subdivision de la direction de l'équipement si le lieu est trop éloigné pour nous.

Au cas où vous effectuez certaines de ces démarches avant de nous contacter et si vous sentez quelques réticences dans la délivrance de l'information, sachez que vous avez le droit d'accéder à la plupart des documents administratifs. En effet plusieurs arrêtés ministériels portant sur la communication au public sont parus au journal officiel du 22 novembre 1980 on peut lire notamment: les documents non nominatifs émanant des communes ou de leurs établissements publics qui ne peuvent pas être communiqués sont les suivants:

- les documents relatifs à l'exercice des pouvoirs du maire en matière de sûreté générale et d'ordre public.

- les documents fournis par les entreprises parties à une procédure de conclusion de marché public et contenant des éléments techniques et financiers.

Vous pouvez donc lire sur place tous les autres documents et rien ne vous empêche de prendre des notes.

Le troisième sujet que j'ai choisi pour illustrer ce thème de l'utilisation de la législation pour mieux protéger la nature concerne la commune.

On a vu tout à l'heure avec l'exemple de Blangy-Tronville que l'on peut agir efficacement à l'échelon communal.

L'élaboration ou la révision d'un plan d'occupation des sols est l'occasion de sensibiliser une municipalité à la préservation du milieu naturel.

Un POS, qu'est ce que c'est?

C'est un document d'urbanisme qui a valeur juridique. Il comprend en gros un état actuel de la commune, une prévision de l'urbanisation future et un règlement qui s'applique à chaque type de zone répertoriée en fonction de l'utilisation des terrains. Par exemple à la zone Nd peut s'appliquer le règlement suivant: "zone naturelle où sont interdits toute modification du paysage ainsi que les exhaussements et affouillements de sols.

Toutes les communes ne possèdent pas encore de POS, certaines pour s'adapter à de nouvelles exigences modifient le leur.

Les POS sont élaborés par la commune et les services de l'équipement. La mairie crée un groupe de travail qui peut accueillir des représentants des autres administrations, des représentants d'associations et des habitants de la

LE THEME DE L'ANNEE :

Actions Individuelles de Protection de la nature

commune. Il peut également tenir informé régulièrement la population de l'état d'avancement du POS. Vous avez donc une possibilité d'intervention avant la présentation du document.

Il vous sera également possible d'intervenir lors de l'enquête d'utilité publique en écrivant vos impressions sur le registre du commissaire enquêteur. Après cette enquête le POS est soumis pour avis à plusieurs services administratifs, puis approuvé par le conseil municipal qui peut ne pas accepter les recommandations qui lui sont faites.

Si un problème sérieux d'atteinte à l'environnement (transformation d'un milieu naturel classé en zone Nd inconstructible en zone Na constructible) comme c'est le cas actuellement pour la révision du POS de Quend-Plage, le GEPOP agréé par le ministère de l'équipement peut alors intervenir en déposant un recours devant le tribunal administratif. Mais il ne dispose pour le faire que d'un délai de 2 mois, comme d'ailleurs pour contester la plupart des arrêtés ministériels et préfectoraux.

PROTEGER LA NATURE DANS SON VILLAGE.

Quelle peut-être l'action du militant écologiste isolé dans son petit village? Seul et face à un entourage qui peut paraître sinon hostile, tout au moins indifférent, le protecteur de la Nature ne doit pas baisser les bras devant ceux qui ne pensent qu'à rentabiliser leur environnement.

Tout d'abord, s'il n'est pas né dans le village qu'il habite, cas de beaucoup d'"écologues" qui ont quitté la ville pour un peu de verdure campagnarde, il devra s'intégrer le plus possible à la vie du village, prendre contact avec la municipalité, adhérer aux associations locales et surtout ne pas vouloir d'un seul coup tout changer. Il est important de ne pas apparaître comme un opposant systématique.

Bien-sûr pour celui qui habite une localité du Santerre ou pour celui qui se trouve dans le Val de Somme, l'action sera très différente.

Deux solutions se présentent:

La Charte "1000 communes pour un environnement européen" lancée à l'initiative de la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature permet de conclure des accords entre la commune et un groupe local pour, par exemple, organiser un système de recyclage de vieux papiers ou entretenir un biotope, un marais, un larris. Ce pourrait être le cas de la commune de Bouchon où le GEPOP avec l'aide d'autres associations (comme la Linnéenne) a commencé à régulariser une végétation déséquilibrée par l'abandon du pacage des ovins.

Dans le cas de Bouchon, il s'agissait aussi d'alerter l'opinion publique face à une menace grave: le passage de l'autoroute A16, mais il est aussi prudent de protéger des biotopes appar-

emment à l'abri car dans notre société actuelle qui ne vit plus qu'à coup d'autoroutes, de T.G.V., ou de béton (ballastières, carrières...) l'avenir pour chaque marais, chaque coteau ou chaque petit bois peut être sombre.

Le militant du GEPOP peut aussi utiliser un processus qui, lui, a un gros avantage sur la charte communale (qui, elle, n'a, malheureusement, aucune existence juridique) il s'agit de l'arrêté de biotope signé par le Préfet du département.

Il s'agira alors d'avertir le maire de l'intérêt du petit coin de Nature dont il a la gestion. Surtout de la patience, ne pas surgir dans son bureau en exigeant une action immédiate. Beaucoup de diplomatie, montrer qu'il n'en coûtera aucun centime à la commune, que celle-ci pourra continuer à percevoir des droits de pêche et de chasse (l'arrêté de biotope ne peut interdire ces pratiques).

Avec l'aide des spécialistes botaniques et zoologiques, il s'agira alors de rédiger un rapport scientifique montrant l'intérêt du site et surtout la présence d'espèces protégées par les lois sur la protection de la Nature. Celui-ci sera transmis à la DRAE qui jugera de l'opportunité à faire aboutir le dossier. C'est ce que j'ai entrepris dans la commune de Blangy-Tronville où je suis venu habiter en 1981. Connaissant déjà l'intérêt de son marais qui possède une flore et une faune remarquables (présence notamment de la grande Douve, plante protégée) je suis intervenu auprès du maire, Mr. Pierre Deloraine, qui convaincu du bien fondé de mon information, a demandé au préfet la signature d'un arrêté de protection de biotope, ce qui fut réalisé le 1^{er} Juin 1987. Aujourd'hui après ce premier arrêté de biotope pour la Picardie, un deuxième dossier va être adressé à la Préfecture. En effet, la Commission des Sites, après la demande de la DRAE, vient de donner un avis favorable pour protéger le Marais de la Chaussée-Tirancourt dont le maire, Mr. André Sehet est très sensible à la protection de la Nature.

Adhérents du GEPOP, il ne vous reste plus qu'à prendre contact avec votre maire et si vous savez le convaincre pour la signature d'une charte "Mille communes" ou pour la demande d'un arrêté de biotope, vous aurez démontré que même une

seule personne peut faire énormément pour la sauvegarde de son environnement.

Maurice DUQUEF.

PREFECTURE DE LA SOMME

Direction de la Réglementation
Bureau de l'administration
générale et de l'environnement

PRESERVATION DU BIOTOPE

Par arrêté préfectoral en date du
23 mai 1989 : est prescrit la préservation
du biotope constitué par le marais
communal de La Chaussée-Tirancourt,
portant sur la parcelle cadastrée
section n° 711.

Fait à Amiens, le 31 mai 1989.

Pour le Préfet,
et par délégation,
le directeur,
François BONNAIRE.

CP 13563